



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

République démocratique du Congo

DIEM – Données en situations d'urgence
Bulletin de suivi, cycle 8

Résultats et recommandations
Août 2024

Résultats clés

- > Une collecte de l'enquête de suivi Données en situations d'urgence (DIEM-Suivi) a eu lieu dans quatre provinces de l'est de la République démocratique du Congo entre le 5 juillet et le 29 août 2024.
- > La situation sécuritaire reste fragile dans ces régions et s'est aggravée au cours des six derniers mois: 21 pour cent des ménages ont globalement rapporté des cas de violence, l'insécurité et les conflits dans leurs zones. Les territoires de Masisi, Nyiragongo, Lubero, Rutshuru, Beni, Goma dans la province du Nord-Kivu ont été particulièrement touchés par les violences. En Ituri et au Sud-Kivu, les violences concernent notamment les territoire d'Aru, Kalehe, Djugu et Fizi.
- > Les niveaux d'insécurité alimentaire demeurent alarmants dans les différents territoires ciblés par l'enquête: près de 63 pour cent de ménages sont en insécurité alimentaire récente modérée ou grave, 25 pour cent en insécurité grave. Les territoires de Mahagi, Irumu, Nyunzu et Mambasa ainsi que la ville de Bunia sont les plus touchés par l'insécurité alimentaire récente.
- > La situation de la production végétale s'est dégradée par rapport au cycle ⁷¹. Soixante-seize pour cent des cultivateurs ont rencontré des difficultés de production, notamment le manque d'eau d'irrigation, les maladies des plantes ainsi que l'accès à des semences de qualité et à la main d'œuvre. La diminution des superficies cultivées a entraîné une baisse de la récolte pour 44 pour cent des ménages interrogés. Parmi les producteurs, 54 pour cent ont rencontré des difficultés pour commercialiser leurs récoltes au cours des trois mois précédant l'enquête, en lien avec des prix de vente trop faibles, des retards de paiement et des coûts élevés de transport et de commercialisation.
- > La situation des éleveurs s'est un peu dégradée par rapport au précédent cycle de collecte. Environ, 73 pour cent des éleveurs ont signalé des difficultés de production animale au cours des trois mois précédant l'enquête, notamment les maladies du bétail, l'accès aux services et intrants vétérinaires, l'accès aux pâturages, l'achat d'aliments pour animaux ainsi que le vol de bétail. En conséquence, 53 pour cent des éleveurs ont signalé une diminution de la taille de leur cheptel par rapport à l'année précédente, principalement en raison de morts d'animaux dues à des maladies ou à des blessures et au manque d'eau ou de nourriture, ou bien en raison de vols ou de disparitions.

¹ Collecte de données réalisée en novembre 2023 en Ituri uniquement.

Méthodologie

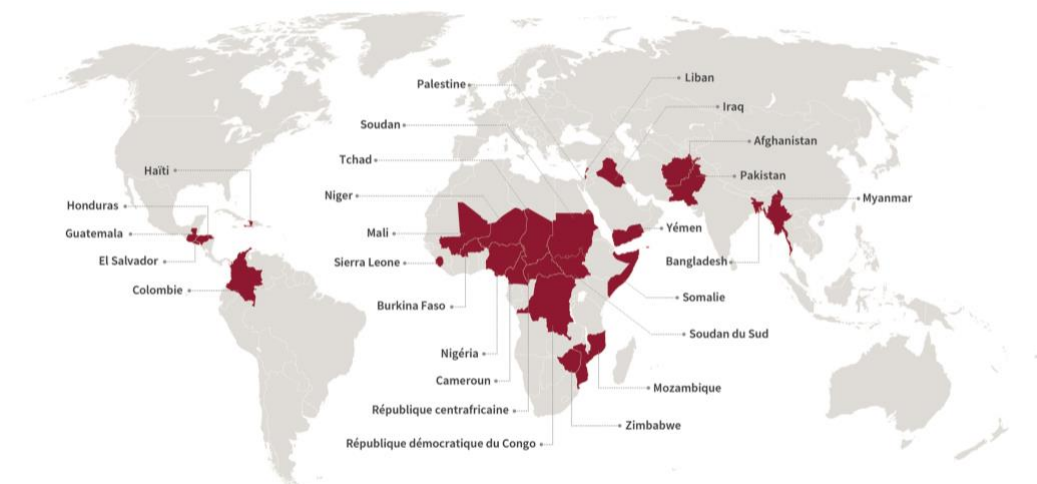
L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a mené en République démocratique du Congo, entre le 5 juillet et le 29 août 2024, le huitième cycle de l'enquête DIEM-Suivi auprès des ménages, afin d'évaluer les moyens d'existence agricoles et la sécurité alimentaire. Deux approches complémentaires ont guidé la collecte de données réalisée dans quatre provinces de l'est du pays: Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tanganyika et Ituri.

En effet, dans les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu et Tanganyika, pour des raisons d'accessibilité et de coûts, une enquête téléphonique assistée par ordinateur a été préférée. Elle a ciblé 3 487 ménages, tant agricoles que non agricoles, de 23 territoires². Les ménages y ont été sélectionnés de manière aléatoire selon un plan d'échantillonnage simple stratifié, assurant un effet de plan minimal.

La seconde enquête a été menée en face à face en Ituri, où 2 296 ménages ont été interrogés dans les cinq territoires qui composent la province (Aru, Djugu, Irumu, Mahagi, Mambasa) ainsi que dans le chef-lieu de Bunia. La sélection des ménages a suivi le même principe d'échantillonnage aléatoire. Pour garantir la représentativité, 27 villages ont été choisis aléatoirement dans chaque territoire, en tenant compte de l'accessibilité et de la sécurité; dix ménages ont par la suite été tirés au sort dans chacun de ces villages. Le choix des villages s'est appuyé sur des données de télédétection et des informations relatives aux migrations internes fournies par l'Organisation internationale pour les migrations.

La collecte de données a eu lieu pendant la saison sèche, période de soudure.

Figure 1. Pays bénéficiant du système DIEM-Suivi



Note: Veuillez consulter la clause de non-responsabilité à la dernière page pour les noms et les frontières utilisés sur cette carte .
Les pointillés correspondent approximativement à la ligne de contrôle au Jammu-et-Cachemire convenue par l'Inde et le Pakistan. Les parties n'ont pas encore réglé la question du statut définitif du Jammu-et-Cachemire. Le tracé définitif de la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud n'a pas encore été défini.

Source des données: FAO. 2024. DIEM-Suivi. Dans : *FAO Plateforme Données en situations d'urgence*. Rome. [Consulté le 1^{er} juillet 2024]
<https://data-in-emergencies.fao.org/>

Source de la carte: Nations Unies Géospatiale. 2023. Carte du monde. Dans: *Nations Unies*. [Consulté le 1^{er} juillet 2024].
<https://www.un.org/geospatial/content/map-world-1>

² Beni, Butembo, Goma, Lubero, Masisi, Nyiragongo, Rutshuru et Walikale au Nord-Kivu; Bukavu, Fizi, Idjwi, Kabare, Kalehe, Mwenga, Shabunda, Uvira et Walungu au Sud-Kivu; Kabalo, Kalemie, Kongolo, Manono, Moba et Nyunzu au Tanganyika.

À propos de DIEM-Suivi

La FAO a mis en place le système DIEM-Suivi pour collecter, analyser et diffuser des données sur les chocs, les moyens d'existence et la sécurité alimentaire dans les pays concernés par de multiples chocs. DIEM-Suivi vise à étayer la prise de décision en fournissant des informations régulièrement mises à jour sur la façon dont les différents chocs touchent les moyens d'existence et la sécurité alimentaire des populations impliquées dans l'agriculture.

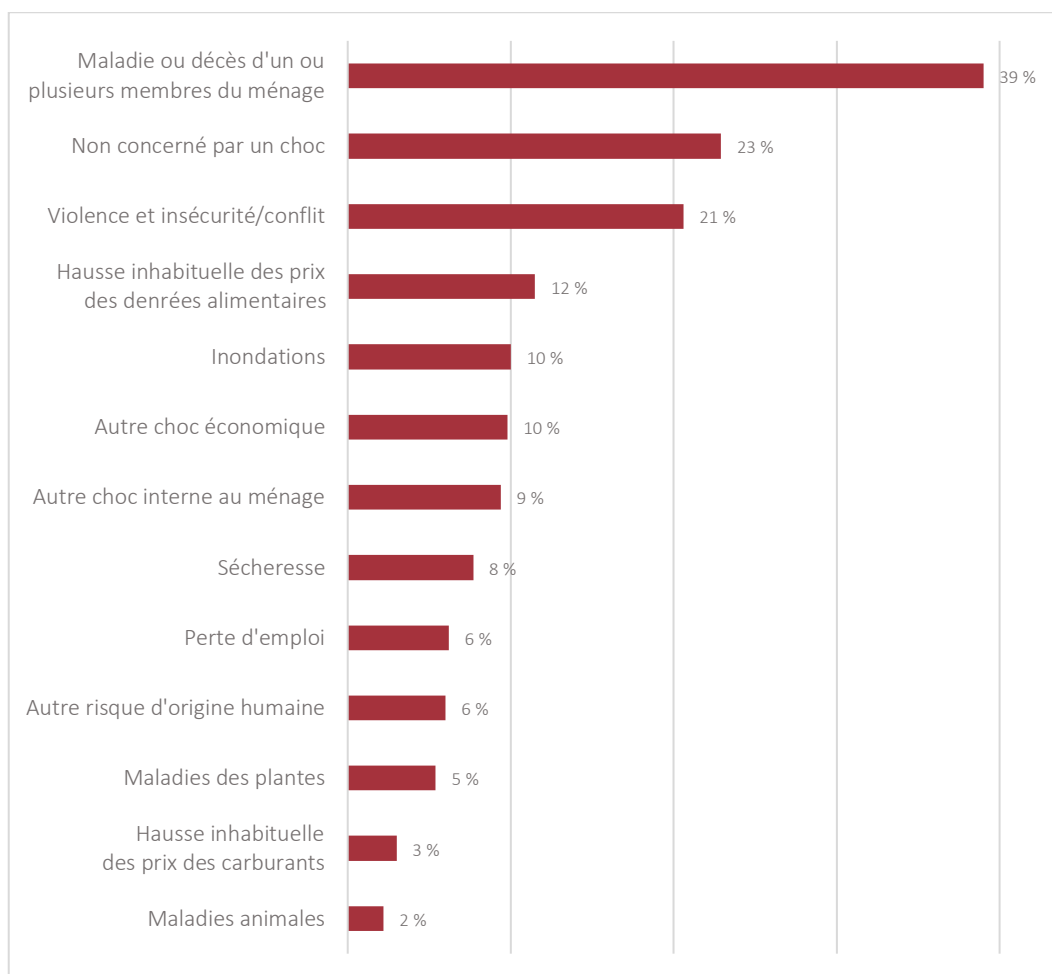
DIEM-Suivi repose sur des tableaux de bord présentés par pays. Le lecteur est invité à explorer ces tableaux afin d'obtenir davantage d'informations sur le contexte de la République démocratique du Congo et des autres pays suivis.

> Pour plus d'informations: <https://data-in-emergencies.fao.org/pages/monitoring>

Revenus et chocs

Au cours des trois mois précédant l'enquête, 77 pour cent des ménages rapportent avoir subi un ou plusieurs chocs touchant leurs moyens d'existence, notamment des maladies, accidents ou décès (39 pour cent), la violence, l'insécurité et les conflits (21 pour cent), la hausse des prix des aliments (12 pour cent) et les inondations (10 pour cent) (figure 2).

Figure 2. Principaux chocs au cours des trois mois précédant l'enquête (pourcentage de ménages)

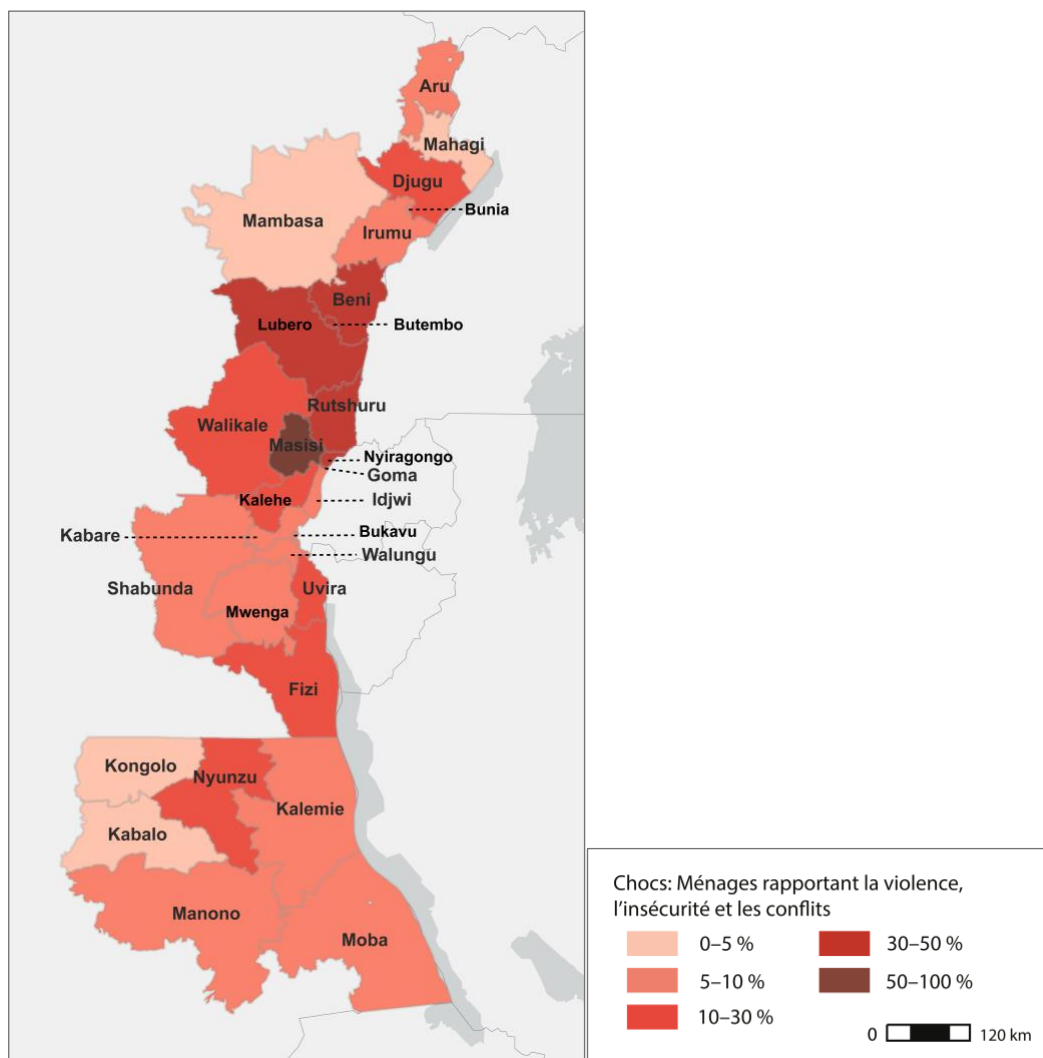


Source: FAO. 2024. Données en situations d'urgence: résultats des évaluations en République démocratique du Congo (août 2024).

Dans: Plateforme DIEM. Rome. [Consulté le 18 septembre 2024]. <https://data-in-emergencies-hqfao.hub.arcgis.com/pages/monitoring-country-specific/>

Au Nord-Kivu, les territoires de Masisi (50 pour cent), Nyiragongo (49 pour cent), Lubero (48 pour cent), Rutshuru (47 pour cent), Beni (40 pour cent) et la ville de Goma (36 pour cent) ont été particulièrement touchés par la violence et l'insécurité. En Ituri et au Sud-Kivu, les violences concernent notamment les territoire d'Aru (18 pour cent), Kalehe (13 pour cent), Djugu (12 pour cent) et Fizi (11 pour cent) (figure 3).

Figure 3. Ménages rapportant la violence, l'insécurité ou les conflits comme un choc (pourcentage de ménages)



Note: Veuillez consulter la clause de non-responsabilité à la dernière page pour les noms et les frontières utilisés sur cette carte.

Source: FAO. 2024. Données en situations d'urgence: résultats des évaluations en République démocratique du Congo (août 2024).

Dans: *Plateforme DIEM*. Rome. [Consulté le 18 septembre 2024]. <https://data-in-emergencies-hqfao.hub.arcgis.com/pages/monitoring-country-specific/>

Les inondations (10 pour cent globalement) ont particulièrement concerné les territoires de Lubero (48 pour cent), Uvira (41 pour cent), Kabalo (34 pour cent), Kalemie (27 pour cent), Moba (25 pour cent), Kalehe (22 pour cent) et Fizi (19 pour cent). La hausse des prix est davantage signalée dans les villes de Bunia (35 pour cent) et de Bukavu (42 pour cent). La sécheresse liée au changement climatique a particulièrement concerné Mahagi (67 pour cent) et Aru (22 pour cent) en Ituri.

Cultures

Figure 4. Calendrier agricole de la République démocratique du Congo



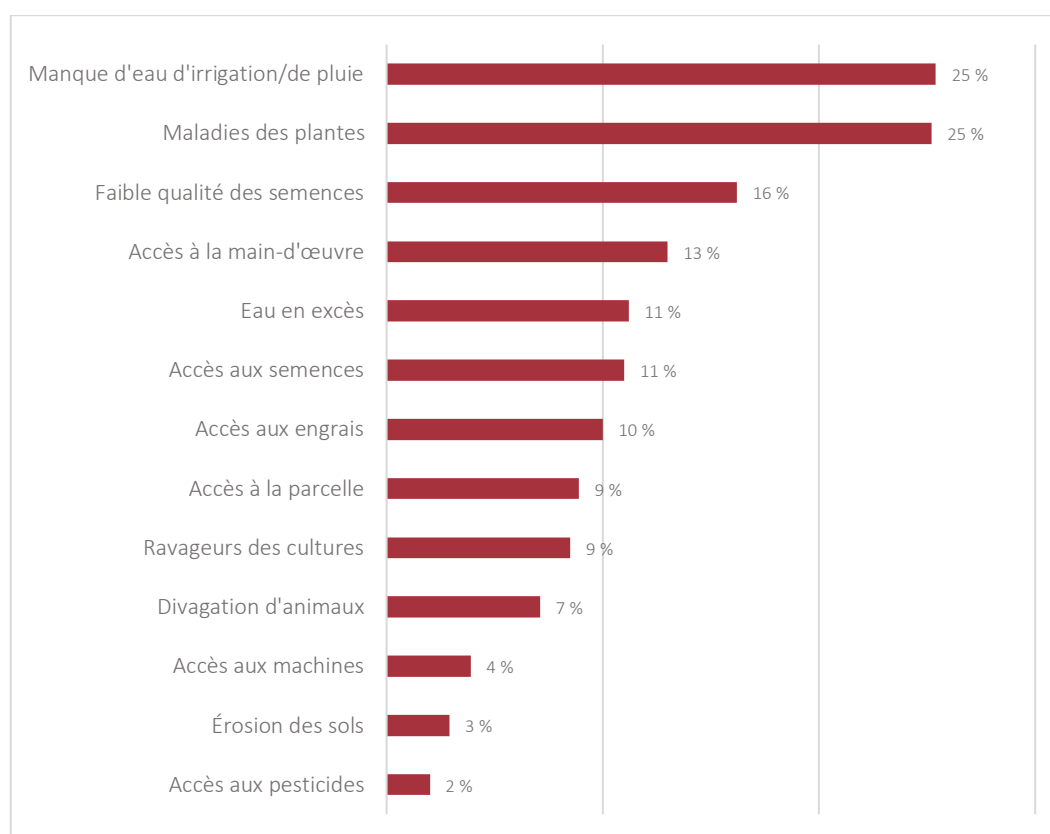
Source: FAO. 2024. SMIAR – Rapport de synthèse du Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture: République démocratique du Congo. Dans: FAO, 6 juin 2024. Rome. [Consulté le 18 septembre 2024].
<https://www.fao.org/giews/countrybrief/country.jsp?code=COD&lang=fr>

Au cours de la dernière saison agricole, le manioc (35 pour cent), le maïs (27 pour cent) et les haricots (20 pour cent) ont été les principales cultures pratiquées par les ménages dans les différents territoires ciblés par l'enquête. Quinze pour cent des ménages se sont consacrés à d'autres types de cultures (arachides, pommes de terre, légumes et sorgho).

Comparé à l'année précédente ou à une année normale, seuls 18 pour cent des producteurs ont réussi à augmenter significativement leur superficie cultivée, 35 pour cent des ménages ont signalé une diminution, tandis que, pour 36 pour cent d'entre eux, cette superficie est stable. La diminution des superficies cultivées a entraîné une baisse de la récolte pour 44 pour cent des ménages interrogés.

Par ailleurs, 76 pour cent des cultivateurs ont rencontré des difficultés de production, notamment le manque d'eau (25 pour cent), les maladies des plantes (25 pour cent), ainsi que l'accès à des semences de qualité (16 pour cent), à la main d'œuvre (13 pour cent), à suffisamment de semences (11 pour cent), aux engrais agricoles (10 pour cent) et à la terre (9 pour cent) (figure 5).

Figure 5. Difficultés liées à la production de cultures (pourcentage de cultivateurs interrogés)



Source: FAO. 2024. Données en situations d'urgence: résultats des évaluations en République démocratique du Congo (août 2024).

Dans: *Plateforme DIEM*. Rome. [Consulté le 18 septembre 2024]. <https://data-in-emergencies-hqfao.hub.arcgis.com/pages/monitoring-country-specific/>

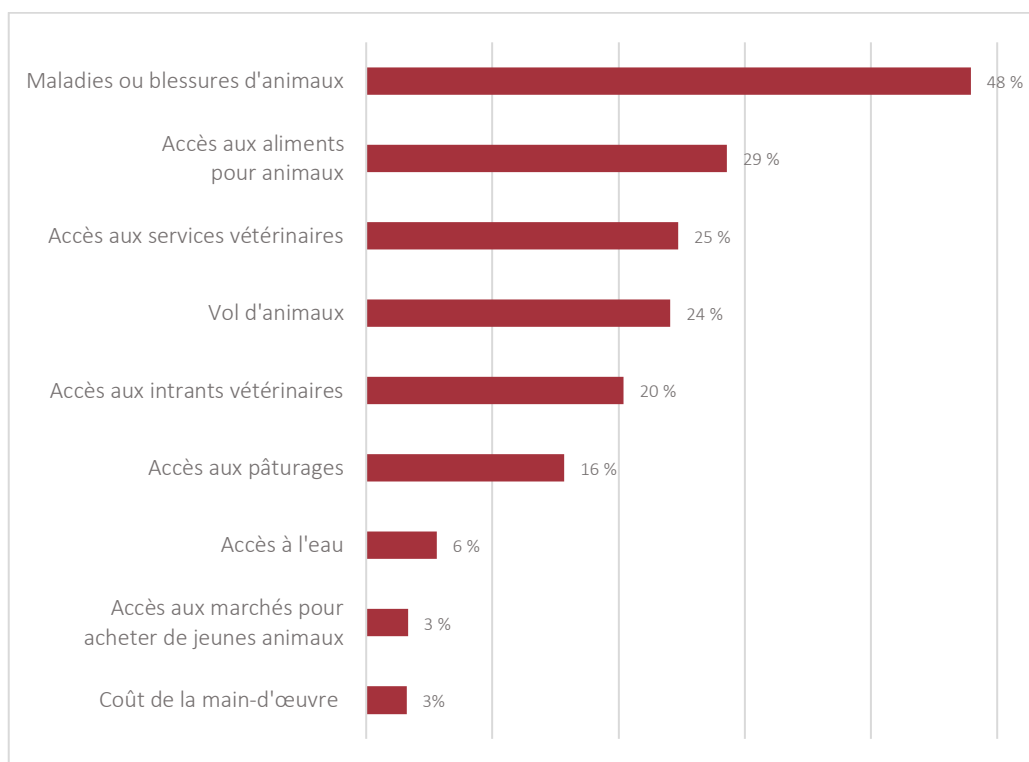
En outre, 54 pour cent des producteurs ont rencontré des difficultés de commercialisation de leurs récoltes au cours des trois mois précédant l'enquête, notamment les faibles prix de vente (pour 47 pour cent des ménages), des coûts élevés de transport et de commercialisation (37 pour cent), des retards de paiement (32 pour cent) ainsi que les défis liés à la transformation des produits et à la saturation/l'accès des marchés (8 pour cent). Certains producteurs ont noté une légère augmentation des prix des récoltes par rapport aux trois années précédentes.

Élevage

Au cours de l'année précédant l'entretien, 36 pour cent des ménages ont pratiqué l'élevage de chèvres, 38 pour cent de volailles, 13 pour cent de porcins et seulement 3 pour cent ont élevé du gros bétail. Seuls 5 pour cent des ménages élèvent de petits mammifères.

Soixante-treize pour cent des éleveurs ont signalé des difficultés de production animale au cours des trois mois précédant l'enquête, notamment des maladies ou blessures du bétail (48 pour cent), l'achat d'aliments pour animaux (29 pour cent), l'accès limité aux services et intrants vétérinaires (respectivement 25 et 20 pour cent), le vol de bétail (24 pour cent) ainsi que l'accès aux pâturages (16 pour cent) (figure 6).

Figure 6. Difficultés liées à la production animale (pourcentage d'éleveurs interrogés)



Source: FAO. 2024. Données en situations d'urgence: résultats des évaluations en République démocratique du Congo (août 2024).

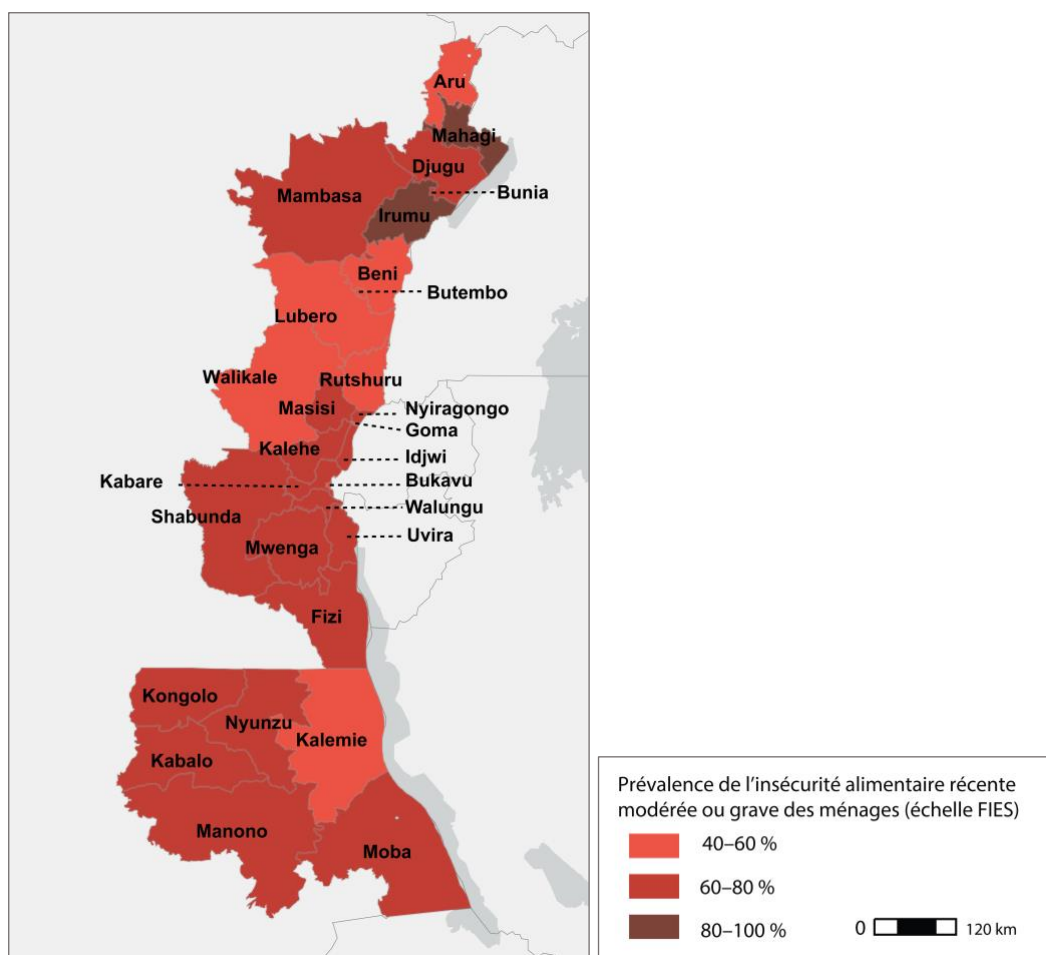
Dans: *Plateforme DIEM*. Rome. [Consulté le 18 septembre 2024]. <https://data-in-emergencies-hqfao.hub.arcgis.com/pages/monitoring-country-specific/>

En conséquence, 53 pour cent des éleveurs ont signalé une diminution du nombre de têtes de bétail par rapport à l'année précédente, principalement en raison de morts d'animaux causées par des maladies ou des blessures (24 pour cent) et par le manque d'eau ou de nourriture (14 pour cent), ou bien en raison de vols ou de pertes (10 pour cent).

Sécurité alimentaire

Les niveaux d'insécurité alimentaire demeurent alarmants avec une prévalence de 63 pour cent de ménages en insécurité alimentaire récente modérée ou grave et 25 pour cent en insécurité grave (échelle FIES)³. Les territoires de Mahagi (96 pour cent), Irumu (82 pour cent), Nyunzu (72 pour cent) et Mambasa (70 pour cent) ainsi que la ville de Bunia (79 pour cent) sont particulièrement touchés par l'insécurité alimentaire récente (figure 7).

Figure 7. Prévalence de l'insécurité alimentaire récente modérée ou grave des ménages (échelle FIES)



Note: Veuillez consulter la clause de non-responsabilité à la dernière page pour les noms et les frontières utilisés sur cette carte.

Source: FAO. 2024. Données en situations d'urgence: résultats des évaluations en République démocratique du Congo (août 2024).

Dans: Plateforme DIEM. Rome. [Consulté le 18 septembre 2024]. <https://data-in-emergencies-hqfao.hub.arcgis.com/pages/monitoring-country-specific/>

Cette situation s'explique notamment par des pénuries alimentaires: au cours de 30 jours précédant l'entretien, plus de 32 pour cent des ménages ont parfois manqué de nourriture ou ressenti la faim sans pouvoir se nourrir. Seuls 15 pour cent des ménages ont rarement manqué de nourriture. Par ailleurs, environ 28 pour cent des ménages n'ont parfois pas pu s'alimenter pendant une journée entière.

³ Les résultats FIES sont susceptibles d'être modifiés. L'échelle nationale évolue au fil des cycles de collecte de données, offrant davantage de cohérence pour comparer ces derniers entre eux.

En termes de diversité alimentaire, 42 pour cent des ménages présentent une diversité alimentaire moyenne, 42 pour cent une diversité élevée et 15 pour cent une diversité faible.

Les stratégies d'adaptation des moyens d'existence adoptées sont à 41 pour cent des stratégies de crise (consommation des stocks de semences, récolte de cultures immatures, réduction des dépenses de santé, vente d'actifs productifs ou de véhicules) et à 39 pour cent des stratégies d'urgence (mendicité, migration avec tout le ménage, activités illégales ou dégradantes). Onze pour cent des ménages ont eu recours à des stratégies de stress et seuls 9 pour cent à aucune stratégie.

Besoins

Plus de 90 pour cent des ménages interrogés ont déclaré avoir besoin d'assistance au cours des trois à six mois suivant l'entretien. Cette prévalence est exacerbée par la persistance de conflits dans de nombreux territoires. Les besoins exprimés par les ménages incluent principalement la mise à disposition d'argent liquide (62 pour cent), d'intrants pour la production végétale ou de légumes (57 pour cent), de nourriture (26 pour cent), ainsi que d'infrastructures destinées à la production végétale et animale (20 pour cent).

Recommandations

Court-terme

- > Mettre en place des interventions sur les marchés et des programmes d'aide alimentaire pour faire face à la crise alimentaire.
- > Établir un programme de distribution d'aide en espèces conditionnelle au profit des ménages les plus vulnérables dans les régions subissant des conflits (Mahagi, Mambasa et périphéries des villes de Bunia et Goma) et dans les camps de déplacés internes, afin de répondre rapidement à leurs besoins essentiels.
- > Améliorer les services de santé communautaire et intensifier les campagnes de sensibilisation en santé publique pour répondre rapidement aux besoins des ménages, spécifiquement dans les zones de retour des déplacés internes et des camps de déplacés internes (Goma, Bunia, Kalehe).
- > Améliorer l'accès des producteurs à des semences de qualité et en quantité suffisante par la mise en place de systèmes de distribution locaux ou de subventions, afin d'augmenter rapidement la production.
- > Prévenir les vols de bétail, en développant des programmes de marquage des animaux ou des patrouilles de sécurité, pour protéger immédiatement les actifs des éleveurs.

Moyen et long-terme

- > Diversifier les sources de revenus par des programmes de microcrédit et en soutenant le développement de cultures de rentes (café, caoutchouc, huile de palme, cacao, thé) adaptées à chaque zone, ainsi que la production de cultures maraîchères.
- > Développer des stratégies durables d'adaptation au changement climatique et faciliter l'accès aux intrants agricoles pour assurer la durabilité des moyens d'existence agricoles face aux risques climatiques et renforcer la sécurité alimentaire sur le long terme.
- > Renforcer les politiques d'accès à la terre et instaurer des mécanismes de gestion des pâturages pour réduire les conflits liés à l'utilisation des terres et assurer une utilisation durable des ressources.
- > Investir dans les infrastructures agricoles (irrigation, stockage et transformation et transport) et la formation continue pour soutenir la durabilité et la productivité de l'agriculture à long terme.



USAID
DU PEUPLE AMÉRICAIN

L'élaboration de ce rapport a été rendue possible grâce au soutien du peuple américain à travers l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Le contenu du rapport relève de la seule responsabilité de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et ne reflète pas nécessairement la position de l'USAID ou du Gouvernement des États-Unis d'Amérique.

Contacts

Représentation de la FAO en République démocratique du Congo

FAO-CD@fao.org
fao.org/republique-democratique-congo | @FAORDCongo
Kinshasa, République démocratique du Congo

Bureau des urgences et de la résilience

Data-in-emergencies@fao.org
data-in-emergencies.fao.org | @FAOEmergencies
Rome, Italie

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de la FAO aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les lignes pointillées sur les cartes représentent des frontières approximatives dont le tracé peut ne pas avoir fait l'objet d'un accord définitif.



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO